

Les nouvelles ressources des nouveaux territoires et gouvernance

Souhila KIRAT
Université de Jijel
souhilakirat@gmail.com

Résumé

Les risques climatiques et ses retombés sur les zones fragiles arides, semi arides, de montagne et steppique, indiquent l'urgence de lancement d'une stratégie de protection de ces zones et leurs systèmes comme ressources. Soit leur développement en remettant en question « l'équilibre entre l'homme la nature et les traditions », et la définition d'espaces vécus qui renvoient aux recompositions spatiales qui sont en cours sous l'effet de multiples mobilités, à la construction du territoires et à la maîtrise de ses ressources par les acteurs sociaux ; et plus généralement aux politiques de développement mises en œuvre dans chaque pays , dans les pays du Sud comme dans les pays du Nord. On parle même d'une légitimité des territoires dans les pays du Sud suite à la marginalisation de certaines zones et de certaines structures suite au désengagement des états, avec disparitions des sociétés de développement qui les accompagnaient. Ainsi et depuis les programmes d'ajustement structurelles, on a commencé à parler des territoires, qui doivent reposer sur les anciens territoires et donc des nouveaux, avec des ressources nouvelles et régulations. Pour cela une bonne connaissance des nouvelles ressources s'impose; d'où l'objectif de ce travail, qui traite les ressources dans leurs différentes formes nécessaires pour chaque territoire et chaque entreprise. Une notion qui désigne plusieurs formes de richesses, d'où la nécessité d'une étude approfondie de ses différentes formes et usages. Ainsi, nous essayons de présenter un atout pour la définition des nouvelles ressources, leur rôle dans la délimitation construction des territoires de valorisation ou de développement. Soit un appel aux différents acteurs de la gouvernance territoriale, à revoir leur conception de la ressource dans un souci de durabilité, et pour une gestion durable de celles-ci.

ملخص

مخاطر المناخ و عواقبها على المناطق الحساسة الجافة و شبه الجافة، المناطق الجبلية و السهوب، تشير إلى الحاجة الملحة لإنطلاق استراتيجية لحماية هذه المناطق وأنظمتها كموارد. لتكون تنميتها مع اعتبار "التوازن بين الإنسان والطبيعة و التقاليد"، مع تعريف الساكنات و الأقاليم المعاشة، مما يؤدي بنا إلى النظر في إعادة التركيبات الإقليمية الجارية تحت تأثير التحركات العدة لتأسيس الساكنات، واستيعاب الموارد من قبل العناصر الاجتماعية، وعلى العموم في سياسات التنمية التي تنفذ في كل البلدان، بالجنوب كما هو الحال في الشمال. يدور أيضا الحديث حول شرعية الساكنات الإقليمية في الجنوب بسبب تهميش بعض المناطق وبعض الهياكل تبعا لتراجع الدول في الكثير من التزاماتها، مع اختفاء شركات التنمية المرافقة لها سابقا. هكذا ومنذ برامج إعادة الهيكلة، بدأ الحديث عن الساكنات الإقليمية، القائمة على سابقتها، مما يعني أنها ساكنات إقليمية جديدة بموارد وأنظمة جديدة. لهاته الأسباب أصبح من الضروري معرفة علمية جيدة لماهية الموارد الجديدة. وهذا هو هدفنا من هذا العمل، الذي يتعرض للموارد بكل أشكالها الخاضعة لكل إقليم و كل مؤسسة. مفهوم يشير إلى عدة أشكال للثروة، و منه الحاجة إلى دراسة مستفيضة من مختلف أشكالها واستخداماتها. فهذا العمل محاولة لتقديم تعريف للموارد الجديدة، ودورها في بناء الساكنات الإقليمية للثمين و التنمية. و هو بمثابة دعوة إلى مختلف الجهات الفاعلة في الحوكمة الإقليمية، إلى إعادة النظر في المفاهيم الخاصة بالموارد، من أجل الوصول لتسيير دائم و مستدام لهاته الأخيرة.

Plan de l'article

1. Territoires et ressources
2. Révélation des ressources
3. Les ressources selon leur nature génériques et spécifique
4. Les actifs et les ressources
5. Les nouveaux facteurs et les ressources liées
6. Les ressources: des processus relationnels
7. Construction des territoires et gouvernance

1. Territoires et ressources

« *Libéré des tâches agraires par la mécanisation de l'agriculture, libéré des tâches répétitives de l'industrie et des services et inquiet devant la mondialisation de l'économie, l'homme redécouvrait l'homme et le territoire* », des paroles qui signifient qu'il ne s'agit plus de l'ancien espace géographique porteurs de facteurs de production techniques mais, depuis la fin des illusions de croissance de la période des « trente glorieuses », la Science Régionale a pris la mesure de l'apparition d'une catégorie nouvelle d'organisation spatialisée d'acteurs: ce qu'on appelle le « territoire ». Ces dernières années beaucoup de concepts ont envahi le monde économique sociologique et politique ressources, gouvernance, développement, développement local, développement régional compétitivité des territoires, développement durable soit une multitude de concepts liés à tout les plans et les projets de développement et les programmes investissement. Tous dépendants d'un phénomène reconnu au niveau international avec des mots spécifiques et des analyses particulières à chaque pays et à chaque contexte (Collignon, P. 2006) : le territoire. En effet, chaque pays a d'anciens territoires liés à d'anciennes actions spécifiques à ce pays, et c'est l'absence de ces actions qui a causé des états de latence nécessitant de nouveaux territoires pour la révélation, mobilisation des ressources locales. Puisque la mondialisation s'est accompagnée d'un mouvement de décentralisation dans le cadre d'une volonté de démocratisation qui peut donner aux autorités locales plus de pouvoirs, donc la création des institutions locales.

La marginalisation des territoires et des acteurs, par le fait que cette mondialisation s'est accompagné d'un retrait de l'Etat qui s'est manifesté par la réduction des aides aux régions en difficultés, et certains secteurs par absence des sociétés de développement qui les accompagnaient avant, et disparition ou privatisation des organismes d'encadrement, comme les offices et les coopératives et certaines banques de développement, ce qui a aggravé encore leur situation et appelle à penser durabilité des sociétés de développement.

Par la suite, une prise de conscience est venue des pays du Nord, mais aussi de l'analyse des dommages provoqués par certaines politiques agricoles ou des grands aménagements, le cas des pays du Sud. On parle alors, selon Samson, d'un concept de territoire qui a été produit, développé et utilisé très majoritairement en Europe occidentale, actuellement, il est expérimenté dans les pays en développement ; Mais avec la difficulté de la mise en œuvre d'un développement autocentré à cause des difficultés liées aux intervenants locaux et à la répartition du pouvoir. En effet, l'espace local est caractérisé par l'intervention de plusieurs acteurs dont les collectivités locales, considérées de plus en plus comme responsables principales du développement local. Mais tous ne bénéficient pas des mêmes capacités d'action, ce qui conduit à une approche partielle de l'espace local dans les pays du Sud, d'où un grand problème d'articulation.

La théorie du développement endogène se place au service d'un idéal qui ne tient pas compte des règles élémentaires qui gouvernent l'organisation de l'espace et des activités économiques. Il convient de penser à un autre type de construction conceptuelle, vers une approche territoriale de développement, donc vers la possibilité réelle de promotion d'une industrialisation locale à partir, seulement, des potentialités locales et l'installation de l'entrepreneuriat. Soit construire une théorie économique du développement ou de la transition qui place l'émergence du territoire comme un objectif de transformation systémique.

Ainsi « *la réussite du développement comme celle de la transition passe par plusieurs transformations structurelles et institutionnelles : l'une d'entre elles, ou une série d'entre elles, consiste à créer les conditions pour libérer la capacité à faire émerger des territoires capables d'être des creusets de croissance endogène* » (Samson, 2004). Mais la question qui se pose c'est par quelle stratégie peut-on créer ces conditions ?

L'espace devenu territoire, il est de plus en plus analysé comme une organisation ou un système composé d'acteurs liés entre eux par des rapports sociaux ou socioéconomiques dynamiques, dont l'évolution dépend de leurs interactions. Il désigne selon cet auteur à la fois : Un ensemble de facteurs aussi bien matériels

Souhila KIRAT, Les nouvelles ressources des nouveaux territoires et gouvernance

qu'immatériels, qui grâce à l'élément de proximité, permet un certain nombre d'avantages, qui s'expriment souvent dans la théorie économique par les économies externes et la diminution des coûts de transaction ; Un système de relations économiques et sociales qui contribue à la constitution de ce que certains appellent le capital relationnel ou social ; Et un système de gouvernance local, qui rassemble une collectivité, un ensemble d'acteurs privés et un système d'administrations publiques locales. C'est *«Un construit socio-économique produit par les interactions entre les acteurs locaux : économiques, techniques, sociaux, institutionnels qui participent à résoudre un problème productif ou à réaliser un projet de développement collectif»*, selon ces auteurs.

Il est caractérisé par sa gouvernance, définie comme *«L'ensemble des processus institutionnels qui participent à la régulation locale du système économique territorial»*, *« Elle est le résultat dynamique d'une tension entre des régularités verticales (sectorielles, macro institutionnelles) et des régularités horizontales qui caractérisent un territoire »*¹.

Le territoire joue un rôle essentiel dans le démarrage du développement, considéré lui-même comme un processus long et continu ». Le développement apparaît donc en définitive comme un processus social et non comme un processus uniquement technique, ce qui fait que le territoire devient une composante permanente du développement économique.

Selon Billaudot (2004), *« le territoire est un espace institué, à la fois conteneur de ressources et système de règles »*. Ces ressources sont de trois types : ressources naturelles, ressources externalités et ressources-produits, et c'est l'ensemble de ces ressources qui représente le patrimoine. Donc, cette notion de ressources, reste nécessaire pour comprendre le territoire, en effet toute activité économique reste localisée et repose sur des ressources, et *« la ressource est le lien direct entre l'économie et l'espace »*. Cependant, le fondement théorique de la ressource n'est pas encore clairement établi. Aujourd'hui, les perspectives de création de richesses dépendent des capacités des acteurs à s'organiser et à élaborer *« des processus originaux d'émergence*

¹ G. Colletis, J.-P. Gilly, B. Pecqueur (2002).

des ressources ». Pour ces raisons, il reste important de bien définir les ressources nouvelles issues de la spécificité des espaces et des groupes humains qui y sont ancrées, et leurs processus de révélation.

2. Révélation des ressources

Depuis les années 1990, avec le renouveau de la géographie économique, ce qu'on appelle la nouvelle géographie économique, la notion du territoire a connu un retour dans les analyses économiques. Aujourd'hui La globalisation crée des liens de cause à effet de plus en plus solides entre les acteurs économiques se basant sur l'interliaison des marchés, produit également des dynamiques singulières de création de ressources, *« Ces stratégies visent à l'adaptation des acteurs aux conditions nouvelles de la concurrence internationale mais ouvre, en même temps, des possibilités encore insuffisamment exploitées de création d'activité »*.²

Certains territoires offrent des ressources spécifiques intransférables et incomparables sur le marché. Selon Pecqueur et Benko (2001), ces ressources spécifiques diversifient les espaces et stabilisent les localisations des activités économiques. Ces auteurs montrent qu'il existe de nouvelles modalités de création de ressources à l'échelle des stratégies locales d'acteurs. Soit des possibilités qui n'étaient pas ouvertes dans le contexte de croissance des années de la période fordiste dans l'économie Européenne ou *« l'uniformisation des consommations était la règle et la condition de la croissance »*. Aujourd'hui, les perspectives de création de richesses dépendent des capacités des acteurs à s'organiser et à élaborer *« des processus originaux d'émergence des ressources »*. On appelle la valeur attribuée par les acteurs impliqués dans le processus de création de la ressource, la valeur collective (Véronique Peyrache-Gadeau, 2008). Pour ces raisons, il reste important de bien définir les processus de révélation de ressources nouvelles issues de la spécificité des espaces et des groupes humains qui y sont ancrées.

² Pecqueur et Benko. Les ressources de territoires et les territoires de ressources. Finisterra XXXVI.71, 2001. Pp 7-19.

Il faut dire que le cloisonnement entre géographie physique et géographie humaine a longtemps réduit la définition de la ressource à sa dimension naturelle. Pour Vergnolle Mainar (2006, cité par Lamara, 2009) ces ressources naturelles sont « *considérées comme source de richesses et sont alors abordées sous l'angle de leur exploitation et des activités qu'elles permettent* ». Ainsi, on pensait que la richesse d'un territoire se mesurait à l'étendue des ressources de son sol et sous-sol, plus le territoire est important plus la richesse est importante. Pour Jacques Lévy et M Lussault (Lévy, Lussault, 2003, cité par Lamara, 2009) la ressource est « *une réalité entrant dans un processus de production et incorporée dans le résultat de celui-ci* », selon Glon, 2007, ce sont traditionnellement les ressources naturelles qui sont utilisées pour illustrer cette définition. On les différencie en renouvelables ou non renouvelables, à partir de processus biophysiques. Mais, aujourd'hui il s'agit de plusieurs typologies qui sont présentées par différents chercheurs.

3. Les ressources selon leur nature génériques et spécifique

La typologie proposée par Pecqueur et Benko (2001), consiste à spécifier d'une part actifs et les ressources et d'autre part à classer les actifs ou les ressources selon, leur nature génériques ou spécifiques. Selon ces auteurs les actifs sont des facteurs en activité, alors que les ressources sont des facteurs à révéler, à exploiter, ou encore à organiser. Les ressources à la différence des actifs constituent une réserve, ou un potentiel latent. « *On parle ici de ressources qui sont des actifs lorsqu'elles sont valorisées par le marché* » (Pecqueur, 2004).

Ils définissent les actifs ou les ressources génériques par le fait que leur valeur est indépendante de leur participation à un quelconque processus de production (Gaffard, 1990, cité par Pecqueur et Benko, 2001). Ils sont totalement transférables et leur valeur est une valeur d'échange dont le prix est le critère d'appréciation. Cette valeur est déterminée par une offre et une demande à caractère quantitatif, dont le lieu est le marché. C'est-à-dire que pour les acquérir, il existe un prix de marché. Ils sont totalement transformables et immédiatement disponibles sans contraintes géographiques (hors de la matière première bien qu'elle peut être substituable). Enfin, ce qui les différencie des

spécifiques est que leur acquisition ne nécessite pas l'activation de formes de coordination hors marché.

Quant aux actifs spécifiques ils les définissent comme des actifs qui existent comme tels mais, leur valeur est fonction des conditions de leur usage. Un actif spécifique implique un coût de transfert irrécouvrable plus au moins élevé. Ils considèrent que c'est le degré de transferrabilité ou de l'importance plus ou moins grande des coûts (irrécouvrables) de transfert, qui détermine la spécificité de l'actif. Selon leur perspective, les ressources spécifiques naissent de processus interactifs ne peuvent en aucun cas être transférées. Elles constituent l'expression du processus des cognitif qui est engagé lorsque des acteurs ayant des compétences différentes produisent des connaissances nouvelles par la mise en commun de ces dernières. De nouvelles connaissances émergent comme la qualité et les exigences de produits bios, ouvrant ainsi de nouvelles combinatoires, suite à la combinaison de certains savoirs hétérogènes. « *La création de technologie est ainsi le résultat d'un processus caractérisé par l'émergence de ressources spécifiques issues d'une dynamique cognitive synonyme d'un apprentissage interactif* » (Pecqueur et Benko, 2001).

Ces auteurs caractérisent les ressources spécifiques comme suit :

- **En premier lieu** elles n'apparaissent qu'au moment des combinaisons des stratégies d'acteurs pour résoudre un problème inédit. Ainsi « *Le qualificatif de spécifique recouvre l'ensemble des acteurs comparables ou non dont la valeur est liée à un usage particulier* ».

- **En second lieu** ces ressources ne sont pas commensurables, et donc on ne peut pas les exprimer en prix et qu'elles sont donc absolument non transférables.

- **En troisième lieu** la nature hors marché de ces ressources n'est pas incompatible mais complémentaire au marché. Elles sont le résultat d'une histoire longue et d'un apprentissage collectif cognitif ; et elles sont ancrées dans un territoire, et leur émergence résulte en effet de règles et de coutumes « *d'une culture élaborée dans un espace de proximité géographique et*

culturelle, à partir d'une forme d'échange distincte de l'échange marchand : la réciprocité».

Ainsi Pecqueur et Benko (2001) caractérisent cette réciprocité au marché comme suit :

- L'échange est une obligation sociale différé dans le temps, avec un retour qui n'est pas nécessairement monétaire. « **Il peut être confiance, reconnaissance considération ou savoir** ».

- La réciprocité est à la base des rapports informels qui composent une atmosphère industrielle « *au sens où l'entendait A. Marshall décrivant certaines concentrations des petites unités industrielles en Angleterre ou en l'Allemagne du début du XIXe siècle* » soit le sentiment d'appartenance à un lieu ou à un métier.

- La culture d'entreprise ou encore « *L'esprit maison* » font partie des ressources spécifiques (VEBLEN, 1899, cité par Pecqueur et Benko, 2001).

Selon ces deux auteurs : « *La ressource spécifique d'un territoire prise globalement apparaît alors comme le résultat de processus long d'apprentissage collectif qui aboutit à l'établissement de règles tacites. De telles règles ont la fonction de trier, de sélectionner et de hiérarchiser l'information offrant ainsi à chaque acteur un espace d'intelligibilité* » Georges Benko, et Bernard Pecqueur (2001). Pecqueur (2004) cherche à mieux définir la nature des ressources territoriales et dans cette perspective les enjeux de ces ressources nouvelles. Il pense que « *les ressources ne sont pas également réparties dans l'espace, mais tous les espaces ont "potentiellement" des ressources...* ». Mais l'organisation reste une condition indispensable pour les faire émerger et les valoriser au mieux. Il est désormais admis que « *les systèmes territoriaux se caractérisent par la manière dont ils organisent la gestion ou la création de leurs ressources* ». Mais il faut d'abord s'entendre sur ce que l'on désigne par ressources. Selon cet auteur, la notion de ressource est au cœur du projet théorique de la pensée économique. C'est une notion proche de celle de richesse qui a été progressivement assimilée à celle de "facteurs productifs" dans une perspective où le contexte productif domine l'économie. Mais, dans cette perspective on considère, non seulement les facteurs "terre" et "capital", mais aussi le facteur "travail". Soit des ressources

évaluées au strict regard de leur qualité économique et de leur capacité à engendrer de la valeur sous certaines conditions d'organisation.

Selon l'auteur « *La question des ressources renvoie à l'articulation entre ces ressources et les systèmes de production, le territoire et le milieu* », ce qui veut dire que, l'action innovatrice générée par un milieu par un réseau ou une coordination spécifique des acteurs, est au centre du processus de révélation des ressources. Donc, on peut dire qu'il y aurait des ressources génériques ou des "ressources données" selon la distinction d' O. Crevoisier (2002) et des ressources spécifiques directement issues de la dynamique territoriale. Ce qui représente l'hypothèse de base proposent Colletis et Pecqueur pour élargir la notion de milieu innovant au delà de l'industrie et des services et au delà également de milieux à population fortement dense (la ville, le district marshallien, les vallées Technologiques, les SPL, etc.) (Pecqueur et Colletis, 2003).

Pour Pecqueur (2003), le "défi sur la ressource", tels que le formulent les groupes d'acteurs porteurs de projets de valorisation des ressources, comporte une double dimension.

- **La première économique** et renvoie à un système de valeurs d'usage ou d'échange attribuées à la ressource ;

- **La seconde Morale** et renvoie à un tout autre système de valeurs qui sont relatives à l'éthique, la culture, l'histoire collective, soit un système qui reste plus ou moins explicité dans l'énoncé du projet de valorisation de la ressource (Pecqueur, 2003). Cette dimension est révélée par le caractère patrimonial attribué à la ressource ;

4. Les actifs et les ressources

Les années 1990, selon Samson et Samaganova, ont été caractérisées par la prépondérance des approches tendant à endogénéiser la variable spatiale. On a vu apparaitre des théories permettant de mieux expliquer le succès et les crises des territoires, ainsi que de distinguer la simple agglomération des activités de la situation de spécification territoriale (économie des proximités de Bellet, Colletis, Lung, 1993 ; « *collective efficiency* » de Schmitz (1995, 1999) et Nadvi (1996), ressources spécifiques/génériques de Colletis et Pecqueur, 1993, 2004, cités par Samson et Samaganova, 2007). Ils expliquent que ces

Souhila KIRAT, Les nouvelles ressources des nouveaux territoires et gouvernance

approches récentes ont comme point l'accent mis sur le rôle des acteurs dans le fonctionnement du territoire, qu'elles permettent également de distinguer les situations d'agglomération, de spécialisation et de spécification, notamment les travaux de Chmitz (1995) et Nadvi (1996) qui critiquent Marshall (1920) et Krugman (1991) qui n'ont pas pris en compte que des avantages liés à la proximité géographique pure, sans distinguer les économies externes et l'efficacité collective découlant des stratégies des acteurs et de leurs actions intentionnelles.

Pour ces auteurs, un bon équilibre méthodologique dans l'analyse des phénomènes sociaux impose de prendre en compte les caractéristiques structurelles des territoires que sont la géographie, l'histoire ou la culture. C'est dans cette tension méthodologique qu'ils ont reconsidéré la notion de **ressource territoriale** considérée comme produit d'activités et d'un jeu d'acteurs, mais également caractéristique constitutive d'un territoire.

L'élaboration d'une typologie opérationnelle des ressources territoriales reste donc un enjeu qui dépasse la simple dimension descriptive puisqu'elle revêt une dimension méthodologique et théorique (Samson, et Samaganova, 2007).

Ressources et actifs

Si la science régionale distingue traditionnellement les ressources des actifs, en définissant les ressources comme des facteurs productifs potentiels et les actifs comme des ressources en activités, Samson (2007) revient sur cette distinction à travers la distinction entre deux phases dans le cycle de vie des ressources : **genèse et valorisation** (mise en œuvre). Ce qui l'amène à s'interroger sur deux points :

- Les ressources sont-elles construites uniquement par les « stratégies des acteurs » ?
- Peut-on valoriser les ressources engendrées par d'autres territoires?

Ainsi il propose d'étudier les possibilités d'une «voie haute» de développement par le territoire avec le passage de la problématique de l'allocation de ressources à la construction des ressources³. Ils s'interrogent sur la construction des ressources

³ Selon Pyke et Segenberger (1992) il y a deux types de développement: la «
~~voie basse~~» du développement avec une compétitivité reposant sur des prix
Recherches et Etudes en Développement

territoriales en proposant les concepts de ressources intentionnelles et de ressources non-intentionnelles.

Les Ressources selon leur mode de genèse

Selon Samson, la notion de ressources construites renvoie le plus souvent à l'intentionnalité de leur construction. En effet, selon Colletis et Pecqueur (1993 : 497) «Les ressources n'apparaissent qu'au moment des combinaisons des stratégies pour résoudre un problème inédit» ; donc, la notion de stratégie implique l'intentionnalité des interactions des individus. Mais puisque leur genèse peut être soit non-intentionnelle, soit intentionnelle, il propose donc de distinguer deux types de ressources selon leur **mode de genèse**:

Les ressources intentionnelles et les ressources non-intentionnelles

Ces dernières provenant de situations structurelles ou héritées non voulues comme l'existence d'une diaspora, des réseaux locaux préexistants ou un héritage culturel favorable à l'innovation. *Ainsi, on comprend par ressource territoriale une caractéristique d'un territoire issue de l'activité humaine intentionnelle et non-intentionnelle et peut servir comme intrant dans le processus de production ; les actifs territoriaux par contre proviennent uniquement de l'activité intentionnelle des hommes, puisqu'ils constituent le produit des stratégies des acteurs. Ainsi, la ressource intentionnelle découle d'une activité humaine intentionnelle dans l'objet de production des biens et des services. C'est l'identification de la ressource, sa construction et sa valorisation qui fait le passage de l'état de ressource à celui d'actif. Selon ces auteurs si l'on a besoin des compétences spécifiques (identification), les ressources cessent d'être virtuelles (latentes) et deviennent identifiées : on les construit alors (construction) et on les utilise quand elles sont disponibles (valorisation).*

Par contre, le passage de l'état de ressource à l'état d'actif des ressources non-intentionnelles qui résultent de processus non-intentionnels, leur représente une succession différente d'étapes : en effet, elles peuvent exister comme ressources *latentes* et *non*

identifiées jusqu'au moment de leur « découverte » (identification) et leur valorisation.

5. Les nouveaux facteurs et les ressources liées

Selon Smith et Ricardo, *les territoires existent comme tels*. Ils sont "dotés" en facteurs de production, le travail, le capital et la terre. C'est selon cette dotation que les territoires doivent *se spécialiser*. Adoptant une perspective en termes de proximité, différents auteurs de Bellet *et alii*, 1993, estiment que le territoire n'existe pas comme tel, mais il est une combinaison dynamique de trois dimensions de la proximité : une proximité spatiale, une proximité "organisationnelle" et une proximité "institutionnelle". Cependant « *Les dynamiques temporelles de création de nouvelles activités sont difficilement prises en compte, les territoires étant conçus et donc appréhendés en termes de système d'information comme des "conteneurs de ressources"* ». Selon Colletis et Salle (2009), dans une conception dynamique le territoire pourrait être posé comme n'existant pas comme "tel", comme un stock de ressources, mais comme un lieu de coordination révélé à la faveur d'un projet. C'est pourquoi la description d'un territoire ne se fait pas à partir de la concentration d'activités ou d'acteurs, mais sur la base des *interrelations* entre ces derniers. Pour la conception et genèse des ressources, selon Colletis et Salle, il est possible d'identifier deux représentations très différentes des ressources.

La conception des ressources comme facteurs

C'est une conception des ressources qui les pose le plus souvent comme existantes en elles-mêmes, indépendamment de leur engagement dans un processus. Selon Colletis et Salle, l'univers de référence est ici celui d'une représentation statique de l'économie avec un ensemble infini de ressources. Soit un univers induit des politiques visant à attirer sur le territoire des ressources disponible à l'extérieur à allouer de façon optimale des ressources existantes, à gérer la rareté de certaines d'entre elles, etc. Il s'agit donc de trois facteurs expliqués comme suit selon Colletis et Salle (2009).

- **La terre**, presque disparue comme ressource, est considérée comme une forme particulière de capital, réapparaît comme ressource traditionnelle. Comme la ressource agricole incluant

les gisements en matières premières et support de la production d'énergies renouvelables.

- **Le capital**, apparaît comme facteur de production "classique" (équipements en machines des Entreprises, notamment) mais aussi comme avance d'argent pour payer les équipements et les travailleurs. Il s'agit là du capital financier qui ne doit donc pas être confondu avec le capital productif. S'ajoute une troisième forme de capital : le capital le plus souvent public, immobilisé dans les infrastructures (infrastructures de transport, de télécommunication, de production d'énergie, etc.).

- **Le travail**, le travail est le plus souvent assimilé à la main-d'œuvre. Plus récemment, par extension, ont été associés au travail, les deux mondes de la formation et de la recherche. Une différence de fait est ainsi introduite entre travail simple et travail complexe, force de travail et travail créatif.

La conception des ressources comme liées

C'est une vision des ressources qui les considère comme *liées à des processus* particuliers et déclinables, soit en termes de *coordination*. Selon Colletis et Salle, cette conception considère que les ressources liées à un processus (de coordination) n'existent pas en dehors de ce processus. Contrairement aux facteurs qui sont existants en dehors de tout processus. Ainsi ces ressources sont celles d'un territoire en dynamique, qui doit être "révélé" à la faveur d'une situation de coordination entre plusieurs acteurs. Il s'agit alors de l'univers du développement et de la création de ressources, de la redéployabilité des ressources, et donc de caractère potentiellement infini de celles-ci, etc. Quant aux politiques correspondantes, elles se centreront sur la mise en place des conditions favorisant la création de ressources, sur des actions identifiant et promouvant les compétences redéployables, etc (Colletis et Salle, 2009).

Cette question des ressources du territoire, considérée comme disponibles en l'état selon Smith et Ricardo a été revisitée suite aux travaux de Hirschman (1958) sur la "latence". Ainsi, au lieu de raisonner sur des ressources rares ou abondantes mais toujours disponibles ou accessibles comme le capital, le travail et les ressources liées à la nature qu'il faudrait allouer de façon optimale, Hirschman considère des ressources qui peuvent être créées. Ainsi Colletis et Salle concluent que l'accent est mis sur

la genèse des ressources et non sur leur disponibilité. Colletis et Pecqueur (1993 et 2005) différencient les facteurs de concurrence spatiale selon une double distinction. Ainsi ils distinguent entre ressources et actifs d'une part, et entre ressources (ou actifs) génériques et ressources (ou actifs) spécifiques d'autre part.

Ils seront génériques si leur valeur est indépendante de leur participation à un processus de production. Ils sont totalement transférables. Leur valeur est une valeur d'échange. Par contre, les ressources et actifs spécifiques ont une valeur d'usage. Leur redéploiement, dans d'autres configurations productives, entraîne donc un coût irrécouvrable de transfert. **« Dans cette analyse, le territoire n'est pas "donné" et fait l'objet de deux processus de révélation : un processus d'activation, un processus éventuel de spécification »** (Colletis et Salle 2009). **Deux catégories de ressources** sont identifiables comme ressources liées à un processus, selon ces auteurs :

Les ressources permanentes

Ce sont des ressources qui préexistent à la situation de coordination et qui ne disparaissent pas une fois la situation de coordination achevée. On peut distinguer deux catégories de ressources permanentes :

- Le patrimoine cognitif du territoire

Qui inclut l'histoire du territoire et les événements qui l'ont ponctuée. Soit celle que partagent tous les acteurs qui se reconnaissent comme des acteurs du territoire qu'ils aient vécu ou non ses événements. Ce patrimoine inclut également la mémoire qu'ont les acteurs de situations de coordination antérieure réussies qui peuvent servir de base à des coopérations ultérieures.

- La représentation partagée

Définie par trois déclinaisons (Colletis et Salle, 2009) :

✓ **L'existence d'un langage commun** Soit le partage des acteurs du territoire de la même sémantique (lexicologie) sur un ensemble d'objets clés ;

✓ **Le sentiment d'appartenance** : Les acteurs du territoire ont le sentiment d'appartenir à une même communauté (sentiment du "nous" ;

✓ **La confiance** : Non seulement les acteurs du même territoire parlent le même langage, ils partagent le sentiment qu'ils font partie de la même communauté, mais en plus ils se font confiance mutuellement, « *Cette confiance peut être considérée aussi bien comme un résultat que comme le préalable (voire parfois la condition) de coopérations ultérieures* » (Colletis et Salle, 2009) ;

Les ressources spécifiques

La seconde catégorie couvre des ressources spécifiques à la situation de coordination. Cette ressource est liée de façon cohérente au processus de coordination et concerne les compétences mobilisées lors de ce processus. Elles sont des deux ordres (Colletis et Salle, 2009) :

- ***Les compétences individuelles***

Ce sont les compétences des acteurs pour résoudre un problème par exemple. Ainsi un acteur possédant des compétences va rechercher à proximité un autre acteur possédant des compétences complémentaires aux siennes dans le cadre de la résolution de ce problème. Ces deux compétences individuelles sont constituées à la fois de leurs qualifications et de leur expérience (savoir en action), « *Cependant, il ne suffit pas que des compétences individuelles soient susceptibles d'être engagées dans la résolution d'un problème, il faut qu'elles soient disponibles pour que la coordination soit effective et le problème soit résolu* ».

- ***Les compétences collectives***

Déclinables en trois niveaux :

- ✓ **Progressifs** : En relation avec les compétences de communication des acteurs qui parviennent à communiquer entre eux, à s'échanger des informations et des données ;
- ✓ **Compétences de coordination** : Les acteurs connaissent les modalités qui leur permettent de travailler ensemble, en équipe de projet, les compétences de coopération, soit le pouvoir d'organisation des acteurs pour pouvoir envisager des coordinations ultérieures ;

Selon Colletis, en se basant sur les différentes définitions et notions employées pour qualifier le territoire, « *Le territoire est posé comme existant comme tel, présenté comme doté de*

ressources à la façon d'un stock ». Donc il est porteur de ressources. Il estime qu'un territoire n'existe pas comme tel mais qu'il est "révélé", selon deux processus :

- **Un processus « d'activation »** des ressources latentes ou virtuelles se transformant en actifs et le cas échéant ;
- **Un processus de « spécification »** des ressources ou des actifs à caractère générique devenant spécifiques ;

Soit deux processus qui mettent en jeu ce que Colletis et Pecqueur (1993 et 2005) désignent comme étant des "*facteurs de concurrence spatiale*" selon une double distinction : entre ressources et actifs, d'une part, et entre facteurs (ressources ou actifs) génériques et spécifiques, d'autre part, « *Ces deux processus sont engagés lors de différentes situations de coordination d'acteurs allant de la résolution ponctuelle d'un problème inédit au projet de développement local* ».

Selon ces auteurs, la condition et le résultat de ces processus est la construction d'un *patrimoine cognitif territorial* qui définit le patrimoine comme constitué par la mémoire de situations de coordination antérieures réussies, par la confiance qui en est le résultat et par les ressources cognitives spécifiques potentiellement complémentaires (susceptibles d'être combinées pour résoudre des problèmes productifs à l'avenir) (Colletis et Pecqueur, 2005). **Ainsi la dynamique territoriale se définit à partir de la capacité des milieux à mobiliser les ressources en raisonnant leur renouvellement, leur croissance ou conservation dans le temps.**

6. Les ressources: des processus relationnels

Selon Kebir, il s'agit de ressources culturelles, naturelles et patrimoniales. Selon cet auteur, la ressource est un processus relationnel, soit la projection que des individus font sur des objets. Et donc par définition, aucune ressource n'est naturelle en soit, puisqu'elle n'existe pas à l'état naturel. Ainsi le caractère naturel d'une ressource ne fait sens que lorsqu'il renvoie à la nature de l'objet. Les ressources naturelles s'inscrivent dans le territoire de l'écosystème.

Pour le caractère culturel d'une ressource, il renvoie au fait que l'objet mis en jeu est issu et lié à une pratique culturelle ou une expérience collective attachée à un groupe (Kebir, 2004). Les

ressources naturelles et culturelles peuvent donc être définies comme « *l'ensemble des objets naturels ou culturels identifiés comme pouvant s'inscrire dans un processus de production de biens ou de services* » (Kebir et Crevoisier, 2004). Les ressources culturelles quant à elles, elles s'inscrivent dans celui du groupe et de l'expérience collective dont elles sont issues. Mais que ce soit l'une ou l'autre de ces ressources, elles se définissent par rapport à un territoire donné. Les ressources patrimoniales se caractérisent par, qu'elles peuvent avoir des relations plus ou moins étroites avec d'autres systèmes, que le système de production comme l'écosystème, système social, la communauté, etc (le cas d la datte et les Oasis). Elle s'inscrit alors dans l'histoire, l'identité et la culture locale. Elles concernent des objets issus du passé. Selon Peyrache-Gadeau et Pecqueur (2004), l'activation de ressources latentes patrimoniales s'effectue souvent dans le cadre de projets de requalification de ressources à l'abandon, en voie de disparaître ou sous-valorisées. Cette « *re-qualification s'opère alors par réappropriation de la ressource par une société locale et par son intégration dans un projet global* » (Peyrache-Gadeau et Pecqueur, 2004, 76, Cité par Kebir, 2004). Elle comporte une dimension à la fois économique et morale; cette dernière relevant de systèmes de valeurs relatifs à l'éthique, à la culture, à l'histoire collective. Dans cette perspective, « *Le caractère patrimonial attribué à la ressource relève précisément de cette seconde dimension* » (Peyrache-Gadeau et Pecqueur, 2004, cité par Kebir, 2004).

Kebir avance l'idée que les ressources patrimoniales se caractérisent par le fait que des valeurs non marchandes portées par l'objet peuvent conditionner les processus d'identification et de mise en œuvre de l'objet et donc l'existence de la ressource. Elle distingue alors entre

- **Les ressources culturelles et naturelles patrimoniales** : pour lesquelles ces éléments là peuvent entrer en jeu ;
- **Les ressources culturelles et naturelles non patrimoniales** : dont l'articulation relève
Principalement d'une logique marchande ;

Kebir (2004) considère que la ressource est un processus relationnel. En effet, pour analyser les modes de coordination en jeu dans la mobilisation de ressources culturelles et naturelles, l'idée est que les ressources constituent une relation entre un objet (patrimoine historique, tradition, bâtiment, savoir-faire, minéral, rivière, etc.) et un système de production.

Pour cet auteur les ressources ne préexistent pas. Elles sont issues d'un processus relationnel lancé par des acteurs productifs qui prévoient sur des objets, des intentions de production. Ainsi la vision que les acteurs ont, de ce qui est utile au développement économique et de ce qui ne l'est pas, dépend de l'émergence des ressources. Les ressources dépendent alors de la capacité des acteurs à reconsidérer les opportunités et les contraintes de leur entourage.

Selon le même auteur, les objets sont marqués par les processus de création (apprentissage, cycles naturels, etc.) et de destruction (oubli, dégradation, usure, etc.) qui font le rythme de sa reproduction ou son renouvellement. Exp : Un savoir-faire peut disparaître si les processus d'apprentissage, de transmission et de renouvellement ne compensent pas les phénomènes d'oubli et d'obsolescence.

Dans cette perspective territoriale, Kebir considère que la ressource porte deux dimensions :

- a. **Dimension technique**, à savoir comment s'établit concrètement la relation. (Exp. cité par l'auteur : Pour que la pente d'une montagne fasse ressource il faut par exemple que des remontes-pentes puissent être installées et que l'on puisse y skier) ;
- b. **Dimension socio-institutionnelle**, elle renvoie aux acteurs de la ressource, c'est-à-dire aux personnes qui participent à la création et à la destruction de l'objet et à l'identification et la mise en œuvre de la ressource. Elle renvoie à la manière dont ces acteurs coordonnent leurs actions (hiérarchie, réseau, marché) ;

Et c'est la deuxième dimension socio institutionnelle qui met en évidence le rôle des milieux innovateurs dans l'identification et la mise en œuvre ou l'activation des ressources culturelles et naturelles, car, il s'agit de revenir sur les modes d'organisation des ressources en question.

Selon Peyrache-Gadeau (2008), « *les travaux en économie territoriale, ont permis de reformuler très différemment la question des ressources à partir d'une approche constructiviste* ». Ainsi et dans cette conception, ce n'est pas leur disponibilité, leur accessibilité ou leur gestion qui est en question mais, leur spécification et leur attachement au territoire, donc leur création de manière singulière. Leur statut est bien conditionné par le contexte qui préside à leur révélation. Ainsi elles sont considérées comme « *des construits sociaux formulées à partir d'enjeux sur lesquelles se projettent des représentations* ».

La construction territoriale de la ressource en tant que facteur de production ou bien collectif local ou encore bien commun d'intérêt général, s'accompagne de la définition de son mode d'utilisation, de son futur statut en référence à une démarche de projet : les modalités de la valorisation et les modes d'usage de propriété en fonction des types d'acteurs et de leurs objectifs.

7. Construction des territoires et gouvernance

Selon Hadjou Lamara (2009), l'hypothèse fondamentale sous jacente aux différentes conceptions du territoire est que « *le territoire est un construit social résultant de la combinaison d'une coordination d'acteurs, non résolument économique réunis pour résoudre un problème productif inédit et de ressources territoriales qui sont activées pour une dynamique renouvelée du territoire* ».

Cet auteur considère le territoire est caractérisé par :

- a. **La mobilisation des acteurs** rentrent dans une logique de coopération et de coordination de leurs actions. Soit des logiques de coopération qui peuvent se concrétiser par la mise en place de systèmes de gouvernance différents du mode de régulation traditionnel qu'est le marché.
- b. **Le territoire repose sur la révélation de ressources latentes**, de préférence spécifiques, non transférables, identifiées et activées par la mobilisation des acteurs.

C'est ainsi qu'il considère deux piliers pour la construction territoriale : la coordination des acteurs et la valorisation de la ressource.

Valorisation de la ressource

Selon Khan 2007, le territoire comme ses ressources sont des construits sociaux. Ils ne préexistent pas en amont à l'action des acteurs, ils sont créés ex-post par un processus de raisonnement itératifs (Hadjou Lamara, 2009). Selon cet auteur, la ressource endogène au territoire et qualifiée de territoriale constitue l'un des piliers de la nouvelle économie territoriale en construction. Pour Pecqueur, l'originalité de ce modèle est *« de remonter à l'amont de l'actif pour considérer toutes les ressources comprenant notamment celles qui ne sont que virtuelles n'ayant pas d'existence préalable à l'action de les faire naître »* (Pecqueur, 2006, Hadjou Lamara, 2009). Selon ce même auteur, à l'état virtuel tout peut constituer une ressource, mais le passage de l'état virtuel à l'état d'actif suppose une intentionnalité des acteurs pour révéler et construire l'actif. Il conclut que la ressource ne devient active qu'après un processus d'activation.

Selon Vergnolle Mainar (2006), cité par Hadjou Lamara (2009)) à la suite des travaux de Brunet, Ferras et Théry (1992), la ressource n'existe que révélée, fournie d'une valeur d'usage. Elle est comme *« la valeur qu'une société ou un individu attribue à tel ou tel élément qui conduit à le considérer comme ressource »* (p. 4). Pour Pecqueur les ressources territoriales sont *« clouées »* au lieu, elles sont donc relatives à un moment donné et dans un territoire donné et ne l'est pas forcément à un autre moment et dans d'autres lieux.

Ce qu'explique l'exemple cité par Hadjou Lamara sur les éléments de fragilité (Relief, climat, paysage...etc.), des territoires de moyenne montagne considérées comme handicaps avant et qui sont revus de nos jours sous un angle positif, étant transformés en ressources (paysage, image...etc.), par suite à la demande croissante de la société en termes de consommation de ces espaces. *« Les spécificités locales, la culture locale et l'esprit du lieu expliquent l'ancrage des ressources au territoire »*.

Selon Kebir (2004), *« la ressource se déroule dans un temps (ce qui fait ressource aujourd'hui peut ne plus faire ressource demain) et un espace (ce qui fait ressource ici ne le fait pas forcément là-bas) »*. Ainsi *« La dimension territoriale de la ressource fait donc référence à la manière dont celle-ci s'inscrit*

dans le temps et dans l'espace (où et quand se produisent les différents processus de la ressource) ».

Pecqueur (2004) note que les travaux actuels sur le territoire raisonnent en termes de création de ressource et de production d'externalités à travers la coordination. Selon Colletis et Pecqueur (2004), les seules ressources dont dispose le territoire sont « *liées à une trace de coordination passée (mémoire, confiance) et à un potentiel, une latence ou encore une virtualité de nature cognitive qui demandent qu'à être activées ou révélée à la faveur d'un problème productif* ». D'autres auteurs utilisent d'autres concepts pour désigner ces ressources tels que le capital social ou le patrimoine.

Pour ces deux auteurs, ces deux notions renvoient à la même définition qui est donnée à la ressource. Ils suggèrent d'intégrer ces deux notions avec celle de la ressource dans une « *théorie générale des ressources* » (Hadjou Lamar, 2009). Selon cet auteur, la ressource suit un cycle de vie en deux étapes : la genèse ou l'identification et la valorisation. Une ressource se déploie, se transforme quelquefois régresse pour redevenir un potentiel latent qui peut être réactivé par de nouvelles valeurs ou de nouveaux usages que la société décide de lui assigner.

Gumuchian et Pecqueur (2007), attribuent quatre caractéristiques fondamentales à la ressource:

- ✓ La position : où se trouve-t-elle sur le territoire ? Endogène ou exogène ?
- ✓ La constructibilité : comment la ressource naît (stratégies d'acteurs) ? Et comment s'intègre-elle dans un processus de mise en valeur ?
- ✓ La complexité systémique : comment elle se combine avec d'autres ressources sur le territoire ?
- ✓ Le sens et la temporalité : quelle est sa nature : matérielle ou idéale ? Et son cycle de vie (sa durabilité) ?

Coordination des acteurs

Selon Hadjou Lamara, le propos est le même : « *pour qu'un territoire émerge (se construise) il faut que les acteurs se coordonnent. Sans coordination, ou ce que Fabienne Leloup, Laurence Moyart et Bernard Pecqueur (2004), appellent « gouvernance locale », le territoire est voué à demeurer un*

espace passif qui subit les évolutions et les contraintes de son environnement extérieur ».

Soit une gouvernance qui ne se définit pas comme une organisation politique qui administre un territoire, mais une coordination multiscale des acteurs privés et publics autour d'un projet en vue de résoudre un problème productif. Elle n'est pas « *imposée de l'extérieur* », et elle résulte « *de l'interaction d'un certain nombre de groupes qui s'influencent mutuellement* » (Crévoisier, 2007, cité par Hadjou Lamara, 2009).

Le territoire est ainsi défini comme « *un construit socioéconomique résultant de la coordination des actions des différents acteurs du milieu* ». C'est ainsi que la théorie des milieux innovateurs fait de la variable organisation un axe fondamental du milieu (Hadjou Lamara, 2009). Selon cet auteur les formes de coordination énoncées dans les milieux innovateurs sont de type concurrence/coopération :

Dans le premier cas, la coordination se fait par le marché, le prix est la variable d'ajustement ; Dans le second cas, la coordination se fait hors marché, elle repose dans ce cas sur des normes, des conventions formelles ou informelles qui minimisent les incertitudes et accroissent l'efficacité. Cette coordination hors marché aboutit, selon les théoriciens des milieux innovateurs, à la création d'un « *capital relationnel* » dans lequel, les acteurs du milieu se reconnaissent, « *Ces derniers partagent des valeurs (entrepreneuriales, familiales, professionnelles, etc.) qui sont à l'origine des relations de confiance et de réciprocité, source d'innovations* »⁴.

Dans les approches en termes de système de productions localisées, G. Colletis et B. Pecqueur (2004), postulent le territoire comme un construit qui ne préexiste pas à l'action des acteurs, mais qui est « *révélé* » par ces derniers. Ainsi la question de la coordination est abordée « *en dynamique* ». En d'autres termes, celle-ci s'inscrit dans le temps, le présent est le résultat de l'action du passé.

Le système territorial est « *bâti sur la proximité géographique de ses acteurs, mais aussi sur la dynamique commune qui les rassemble* » (Leloup, Moyart, Pecqueur, 2004, cité par Hadjou

⁴ Hadjou Lamara, 2009

Lamara, 2009). Le construit territorial est alors la résultant « *des relations, voire règles, normes et principes acceptés et mis en œuvre ensemble* » (ibid., 2004n cité par Hadjou Lamara, 2009). Quant à la coordination, elle est toujours assimilée soit à une mobilisation des acteurs pour résoudre « *un ou des problèmes productifs inédits* », soit « *à un processus long de reconnaissance d'une identité ancrée dans la tradition, dans la coopération et en vue de réaliser un projet de développement collectif* ».

Selon le type d'acteurs qui domine dans une structure de gouvernance, Leloup, L. Moyart, B. Pecqueur, (2004), à la suite de J.P. Gilly et J. Perrat (2003) définissent trois types théoriques de coordinations citées par Hadjou Lamar, 2009 :

Une coordination privée où l'acteur dominant est une organisation privée, une coordination institutionnelle ou publique ; Une coordination mixte qui est un mélange des deux précédemment décrites ;

Quant aux théoriciens de la proximité, ils orientent pleinement leur raisonnement sur la coordination, quand ils interrogent le territoire (B. Olga, 2007, Hadjou Lamara, 2009). Mais la proximité est modélisée comme utile mais non nécessairement comme condition à la coopération entre les acteurs. La proximité géographique reste une contrainte pour les acteurs de territoires différents, mais elle facilite l'émergence d'une proximité organisationnelle, sans qu'elle ne soit absolument nécessaire à un tel processus. C'est une proximité relationnelle qui reflète « *la capacité qu'offre une organisation de faire interagir ses membres* » (Rallet, Torre, 2003, cita par Hadjou Lamara, 2009). Cependant elle facilite la coordination entre les acteurs pour deux raisons. « *D'une part, la logique d'appartenance à une organisation induit inévitablement une interaction entre ses membres « fluidifiée » par l'existence de normes et de valeurs reconnus par tous* ». D'autre part, « *la logique de similitude qui prévaut dans une organisation accroît la coopération entre ses membres* ». Selon Hadjou Lamara, c'est l'intensité des interactions des relations de proximité qui est à l'origine de la construction de territoire. Enfin la proximité qu'elle soit géographique ou organisationnelle nécessite d'être activée pour construire un espace collectif de coopération,

Souhila KIRAT, Les nouvelles ressources des nouveaux territoires et gouvernance

générateur d'externalités positives (Gilly, Torre, 2000, cité par Hadjou Lamara, 2009).

Selon Colletis et Salle, le lien à double sens ressources/territoires peut être configuré de deux manières, selon que l'on considère des ressources existantes ou des ressources susceptibles d'être créées. Dans le premier cas, on considère que le territoire "contient" des ressources, et donc qu'il en est le réceptacle ; et c'est en rapport avec l'importance de ressources d'un territoire par apport à un autre qu'on le considère de "riche" ou "développé". C'est ainsi que les effets de cumul ou d'autorenforcement peuvent alors expliquer que des territoires riches ou développés continuent de se développer, et de s'enrichir.

Mais quelque soit le niveau de développement d'un territoire, il existe des processus par lesquels il peut s'enrichir ou s'appauvrir, en créant ou encore en détruisant des ressources. Colletis et Salle proposent que ces ressources créées ou détruites sont des ressources de coordination qui résultent de la coordination des acteurs entre eux ou, au contraire, de l'incapacité ou le refus de ceux-ci de se coordonner. Ils considèrent alors que c'est la coordination des acteurs entre eux qui crée des ressources nouvelles ; et que le l'incapacité ou le refus de coordination détruit des ressources existantes, « *Le territoire, appréhendé de façon dynamique, est alors un bien un jeu à somme positive ou négative* » (Colletis et Salle, 2009).

On peut distinguer trois principales structures de gouvernance locale en fonction de la nature des acteurs clés de la coordination, de leurs objectifs et de leurs modes d'appropriation des ressources produites localement⁵ :

Gouvernance privée : il s'agit des acteurs privés qui impulsent et pilotent les dispositifs de coordination et de création de ressources selon un but d'appropriation privée, le cas d'une firme motrice, d'un grand groupement privé, qui structure économiquement et institutionnellement l'espace productif de son site d'implantation ;

⁵ Jean-Pierre Gilly, Jacques Perrat. La dynamique institutionnelle des territoires : entre gouvernance locale et régulation globale. Cahier GRES N° 2003-5, Mai 2003.

Gouvernance privée collective : dans ce cas, l'acteur-clé est une institution formelle qui regroupe des opérateurs privés et impulse une coordination de leurs stratégies, le cas des Chambres de commerce, les syndicats professionnels et toute forme de clubs d'opérateurs privés ; Gouvernance publique : régie par l'Etat, les collectivités territoriales et toutes les formes d'intercollectivité, et même les centres de recherche publique. Soit des institutions publiques qui ont des modes de gestion des ressources locales à travers la production de biens ou services collectifs utilisables par tous les acteurs, sans rivalité ni exclusion d'usage, et donc qui diffèrent de l'appropriation privée.

On assiste ainsi à la naissance de ce qu'on appelle «Le niveau mésoéconomie », qui explique que « la viabilité à long terme de l'économie d'un pays ne repose pas uniquement sur les variables macroéconomiques (inflation, déficit public, dette publique, déficit de la balance commerciale), mais surtout sur la capacité à introduire de l'innovation, à augmenter la productivité du travail, à générer une mise à niveau des structures productives, à créer de nouveaux facteurs de compétitivité », ce qui démontre que la capacité de reproduction- renouvellement d'une société est fortement liée à la dynamique de territoires et de systèmes locaux et régionaux⁶. Enfin, la gouvernance territoriale « mixte » correspond au cas où les acteurs qui pilotent la coordination locale sont des acteurs publics mais aussi des acteurs privés qui travaillent ensemble sur un projet commun de développement, en étroite cohabitation. Toutefois cette dernière peut être génératrice de conflits, si elle est vectrice d'émulation ou de concurrence. Les acteurs publics locaux dans ce cas la jouent très fréquemment un rôle de médiateurs.

En conclusion

Les acteurs des nouveaux territoires sont appelés à revoir leur conception de la ressource dans un souci de durabilité. Objectif stratégique que nous avons essayé à travers cet article de clarifier, en abordant la nouvelle conception des ressources et des territoires, soit la nouvelle conception du développement.

⁶ Claude Courlet. L'Économie territoriale. Collection Économie. Presses universitaires de Grenoble.

Pas uniquement par la mise en valeur mais avec une gestion durable des ressources, et la recherche d'un caractère nomade pour le territoire. Le territoire devient alors la cible de l'action publique avec une approche horizontale privilégiant les interactions intersectorielles et les réseaux d'entreprises; puisque mettre l'action sur le territoire signifie la mise en cohérence de différentes politiques sectorielles (Environnement, Agriculture, Urbanisme, Recherche et industrie, Tourisme et Artisanat...). « On passe des politiques publiques à l'action publique ».

Selon Courlet cette nouvelle orientation de l'action publique, bien que largement inspirées de l'expérience des pays développés, les analyses sur le territoire, ouvrent de nouvelles perspectives pour les régions plus pauvres de la planète et les pays en développement, surtout depuis les transformations profondes de ces derniers suivies de leur émergence sur la scène internationale. « Ces analyses couplent l'analyse marshallienne de la localisation et l'analyse faite par Hirschman du processus cumulatif : la variable territoriale en permettant cette combinaison entraîne la naissance et la promotion d'un processus de développement autonome ».

La gouvernance ne se limite plus à une configuration de coordinations strictement économiques ou strictement sociopolitiques: «Elle est une combinaison de ces dimensions, caractérisée par une densité variable des interactions entre les trois catégories d'acteurs», privés, étatiques et collectivités locales. Ces interactions qui peuvent être complexes, si les acteurs publics et privés ont des horizons stratégiques différents, ce qui sera à l'origine d'un engagement territorial de nature inégale selon les acteurs.

On assiste ainsi à la naissance de ce qu'on appelle «Le niveau mésoéconomie», qui explique que « la viabilité à long terme de l'économie d'un pays ne repose pas uniquement sur les variables macroéconomiques (inflation, déficit public, dette publique, déficit de la balance commerciale), mais surtout sur la capacité à introduire de l'innovation, à augmenter la productivité du travail, à générer une mise à niveau des structures productives, à créer de nouveaux facteurs de compétitivité », ce qui démontre que la capacité de reproduction- renouvellement d'une société

est fortement liée à la dynamique de territoires et de systèmes locaux et régionaux

Selon L. Davezies, le développement d'un territoire sub-national, avec les contraintes qu'impose la concurrence mondiale, dépendrait de la seule qualité de son offre productive, c'est à dire de la façon dont les facteurs de production, capital et travail, y sont mis en valeur. D'où l'importance de mieux comprendre et d'expliquer par quels types de configurations spatiales pour arriver à maximiser la productivité et le produit des territoires

Ainsi, le territoire ne peut se construire sans une mobilisation et sans une mise en œuvre des ressources territoriales. Selon Hadjou Lamara (2009), ils constituent les deux piliers de la construction territoriale. La révélation et la valorisation des ressources conditionne l'émergence des territoires par les coordinations des acteurs et tiennent ainsi une place fondamentale dans le processus de construction de territoires. Cette coordination des acteurs reste indispensable à la mise en place de dispositifs de gouvernance, cependant elle ne saurait suffire à la construction territoriale sans les ressources territoriales. Inversement, les ressources qui représentent la richesse des territoires, ne sauraient apporter le développement à un territoire sans une bonne gouvernance représentée par la coordination des acteurs.

Ainsi, Kebir (2004), pose la question si les formes de coordination de type milieu coordonnateur ne sont pas celles qui se situent en amont de l'identification des ressources, définissant ce qui peut être mis en ressource ou non. « Pour que le relais soit pris et la ressource mise en œuvre dans le cadre d'une activité de production, on constate dans la plupart des cas l'émergence d'une dynamique d'acteurs ».

« Le local est alors une composante du global et non une de ses sous-parties. Le global quant à lui n'est pas exogène, c'est-à-dire, ne s'impose pas de l'extérieur à un local qui n'aurait d'autre choix que celui de s'adapter ». Enfin ces auteurs imaginent que la représentation qui est ici suggérée n'est pas sans incidence sur la façon de penser les politiques publiques et les configurations de gouvernance locale; mais aussi et surtout, elle entretient des relations directes avec les recherches et les dynamiques en cours

Souhila KIRAT, Les nouvelles ressources des nouveaux territoires et gouvernance

dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Enfin et selon Olivier Crevoisier (2008), « L'économie territoriale considère que le territoire est à la fois extérieur, hérité par les acteurs et interne, produit par ces interactions d'acteurs institués. Le territoire est toujours concret, à la fois spécifique et générique, stable et en transformation, local et extra-local, agissant sur les acteurs et agi par eux ».

RESSOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

BESSAOUD Omar. L'Agriculture Algérienne : Des révolutions agraires aux réformes libérales (1963-2002). In : Blanc P. Du Maghreb au proche Orient : Les défis de l'Agriculture. Montpellier : L'harmattan. p. 73-99. 2002.

SAMSON, Ivan. L'économie contemporaine en dix leçons. Sirey, 675 p. 2003.

SAMSON Ivan, *L'économie contemporaine en dix leçons*, Sirey, 675 p, « XIVème Colloque de l'ASRDLF », Université, Juillet, 2003.

Articles

BESSAOUD Omar, L'agriculture en Algérie : de l'autogestion à l'ajustement (1963- 1992). Cahier options méditerranéennes. [En ligne], 1994 n. 8, p. 89-103. [Consulté en Avril 2005].
<http://www.ressources.ciham.org/om/pdf/b08/CI950540.pdf>

BESSAOUD Omar, « La gouvernance rurale en Méditerranée: tendances et nouveaux défis », *Les notes d'analyse du CIHEAM*, N°14– Juillet, 2006.

BESSAOUD Omar et DRUGUET Stéphanie, « Institutions et organisations du développement Rural en Méditerranée », in Mohamed Salah Bachta et Gérard Gherzi (coords) *Agriculture et Alimentation en Méditerranée, les défis de la mondialisation*, Paris, CIHEAM-IRESA-Karthala, 2004.

CHEVALIER Pascal et DEDEIRE Marc, « Qualités et territoires », *Revue de l'Economie Méridionale (REM)*, N°213, 2006, p 3-13.

COURLET Claude, « L'Économie territoriale », « Lectures bibliographiques », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 1/2009 (janvier), p. 209-220.

HADJOU Lamara, « Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales », *Développement durable et territoires*, [En ligne], Varia, mis en ligne le 07 juillet 2009, Consulté le 17 août 2009, URL : <http://developpementdurable.revues.org/index8208.html>

KEBIR Leïla et CREVOISIER Olivier, « Dynamique des ressources et milieux innovateurs », in Maillat, D., Damagni, R., et Matteaccioli, A., (eds.), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Edesgremi, Neuchatel, pp. 261-290. 2004.

KHAMASSI-EL EFRIT F et HASSAINYA Jemaïel, Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée. Options méditerranéennes. In Padilla M. (ed.), Ben Saïd T. (ed.), Hassainya J. (ed.), Le Grusse P. (ed.). *Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche*, Montpellier : CIHEAM-IAMM, 2001. - n. 32, p. 223-238, Options Méditerranéennes : Série B, Etudes et Recherches n, 32.

KHELFAOUI Zine Eddine, BEN LAHSEN Mohamed, « Globalisation Economique et Stratégies des firmes et attractivités des territoires », *Territoires en mutation*, Revue de l'UMR du CNRS, Mutations des territoires en Europe. Univ. Paul Valéry, Novembre, 2002.

MOLLARD Amédée, PECQUEUR Bernard, LACROIX Ay, La rencontre entre qualité et Territoire, Une relecture de la théorie de la rente dans une perspective de développement territorial, Working paper n° 98-01. 1998.

PECQUEUR Bernard, « L'économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », *L'économie politique*, 114 p. p 41 à 52, no 33 –2007/1.

PECQUEUR Bernard, La construction des territoires par les acteurs. In : « *Territoires Ruraux Et Développement : Quel Rôle Pour La Recherche* » sous la Direction de Catherine Courtet, Martine Berlan-Darqué et Yves Demarne, Paris, Antony: Association Descartes. CEMARGREF, INRA, Toulouse, 1994.

PECQUEUR Bernard, LACROIX Ay, MOLLARD Amédée, « Origine et produits de qualité territoriale du signal à l'attribut ? » *L'économie régionale et urbaine*, Octobre 2000.

PECQUEUR Bernard, Le tournant territorial de l'économie globale, *Espaces et Sociétés*, n° 124-125 –2006/2-3, p. 17 à 32, 2006.

PECQUEUR Bernard, « Qualité et développement territorial : l'Hypothèse du panier de biens et de services territorialisés », *Economie rurale*, N° 261, p. 37-49, 2000.

PECQUEUR Bernard, « Vers une géographie économique et culturelle autour de la notion de territoire », *Géographie et culture* n° 49, 2004, pp.71-86.

PECQUEUR Bernard, BENKO George, « Les ressources de territoires et les territoires de ressources », *Finisterra XXXVI*. 71, 2001, Pp 7-19.

Autres ressources

BESSAOUD Omar, *L'agriculture et la paysannerie en Algérie, les grands handicaps*, Symposium « Etat de savoirs en sciences sociales et humaines », CRASC-Oran, 20-22 Septembre, 2004.

CREVOISIER Olivier, *La pertinence de l'approche territoriale. Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux?* « XLVIème colloque de l'ASRDLF », Clermont Ferrand, France. 6, 7, et 8 Juillet, 2009.

MAINET Hélène, RIEUTORT Laurent, EDOUARD Jean Charles, CHIGNIER-RIBOULON Franck, LOMPECH Michel, RICARD Daniel, LANGLOIS Eric, HADJOU Lamara, La mobilisation des ressources Pour des projets «d'excellence» dans des territoires « fragiles », Programme de recherche évaluative sur les pôles d'excellence rurale Rapport final, Octobre, 2009.

MOLLARD Amédée. MOALLA Mohamed, PECQUEUR Bernard, *Du panier de biens à un modèle plus Général des biens complexes territorialisés : concepts, grille d'analyse et question*, Communication pour le Symposium international « Territoires et enjeux du Développement régional » Lyon, 9-11 Mars, 2005.

PECQUEUR Bernard, Dans quelles conditions les objets patrimoniaux peuvent-ils être support d'activité?, « XIIIème conférence internationale du RESER Services et développement régional », Mons, 9 et 10 Octobre 2003, Ateliers de la Fucam.

PECQUEUR Bernard, TORRE André, et VANDECANDELAERE Emilie, Acteurs de la sphère des échanges et territoires : Des scénarios pour l'Agro-alimentaire, Etude pour la DATAR (Groupe de Prospective 10), Mars, 2003.

SAMSON, Ivan. Territoire et système économique, en Territory and Economic Systems, Pepse-espace Europe, UPMF Grenoble. 4emes journées de la proximité, proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 juin 2004.

SAMSON Ivan, SAMAGANOVA Asel, *Les dynamiques territoriales Débats et enjeux Entre les différentes approches disciplinaires Typologies de ressources et ouverture des Territoires*, « XLIIIè colloque de l'ASRDLF », Grenoble-Chambéry, 11, 12,13 Juillet 2007.

SCHMITT Bertrand, Agriculture et Développement régional : Point de vue d'économiste, Séminaire interrégional, PSDR-GO, Agriculture et agro-alimentaire dans le développement des territoires du Grand Ouest : quelles questions de recherche ? UMR INRA-CESAER, Dijon, PSDR-GO, Nantes, Nantes, 23 Octobre 2006.